Justin Trudeau, les premiers ministres provinciaux et la crise sanitaire : leadership et paternalisme doux

*Justin Trudeau, the Premiers, and the Covid-19 crisis: leadership and soft
paternalism*

Frédéric Boily

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eccs/4419>

DOI : 10.4000/eccs.4419

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2020

Pagination : 335-354

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Frédéric Boily, « Justin Trudeau, les premiers ministres provinciaux et la crise sanitaire : leadership et paternalisme doux », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 89 | 2020, mis en ligne le 01 juin 2021, consulté le 22 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/4419> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.4419>

Justin Trudeau, les premiers ministres provinciaux et la crise sanitaire : leadership et paternalisme doux

Frédéric BOILY, Université d'Alberta

Cet article propose une analyse de la réaction des dirigeants politiques canadiens à la crise de la covid-19. À partir de l'idée que les crises constituent un moment privilégié pour évaluer le leadership des dirigeants politiques canadiens, nous procéderons à un examen de la réaction de Justin Trudeau et de son gouvernement à la pandémie qui, de timide au début, s'est transformée à des mesures économiques d'une importance inégalée. Nous verrons aussi que la plupart des premiers ministres provinciaux sont parvenus à élever leur stature auprès de leurs électeurs respectifs en faisant preuve de paternalisme doux. Nous terminerons en montrant que, sur le plan des relations fédérales-provinciales, la crise sanitaire n'a cependant pas entraîné de conflits majeurs.

This article analyses the response of Canadian political leaders to the COVID-19 crisis. Starting with the idea that periods of crisis provide a unique opportunity to measure the leadership of political leaders, we examine the response of Justin Trudeau and his government to the pandemic which, from its lukewarm beginnings, led to economic interventions of historic dimensions. On provincial level, we observe that most premiers improved their approval ratings through what we describe as a "soft" form of paternalism. Further, we observe that federal-provincial relations have mostly steered clear of major conflicts.

La crise du coronavirus a pris par surprise tous les gouvernements occidentaux. Un rapide coup d'œil montre en effet une réaction de déni pour Donald Trump aux États-Unis, de retard dans le cas de Boris Johnson et du Royaume-Uni, de laisser-faire du côté de la Suède, alors que d'autres pays ont été carrément dépassés par les événements (Italie et Espagne). Quelques pays, comme l'Allemagne qui a procédé à des tests de dépistage à large échelle, sont parvenus à éviter le pire. Après cinquante jours de pandémie, la situation canadienne se comparait plutôt à celle de l'Allemagne qu'à celle de l'Italie, de la France et des États-Unis (MELOCHE-HOLUBOWSKI[a] 2020).

En comparaison, le Canada se retrouve en effet dans le camp de ceux qui, de manière générale, ont plutôt bien passé à travers les premiers moments de la crise, bien que la lutte contre la covid-19 ait été catastrophique dans les centres de soins de longue durée là où, selon une étude de l'Institut canadien d'information sur la santé, 81 % des décès sont survenus (LA PRESSE CANADIENNE 2020). Comme ailleurs, la pandémie a frappé les populations de manière différenciée selon les provinces, les territoires et les villes. Par exemple, au 1^{er} mai 2020, une province (le Nouveau-Brunswick) n'enregistrait aucun mort alors que les deux grandes provinces (l'Ontario et le Québec) comptaient pour 80% des cas d'infections et de décès, ce qui s'expliquerait, entre autres, par les liens étroits que les deux entretiennent avec les États-Unis ainsi qu'avec la France

pour le Québec et le Royaume-Uni dans le cas de l'Ontario (TUMILTY 2020). Notons également que les autorités autochtones ont limité grandement la propagation du virus dans leurs communautés. Cela dit, il faut aussi préciser que le gouvernement fédéral est en retrait sur le plan sanitaire car il revient essentiellement aux provinces, en vertu de la distribution des pouvoirs constitutionnels, de s'occuper du système de santé. D'ailleurs, le gouvernement fédéral n'a pas imposé des pratiques et standards communs à toutes les provinces dans le processus de déconfinement.

C'est dans ce contexte d'une situation assez bien maîtrisée, du moins dans les premiers mois, par l'ensemble des gouvernements canadiens que ce texte se propose d'offrir une évaluation, forcément incomplète, de la réaction des dirigeants politiques canadiens dans les 100 premiers jours de la pandémie. Ce portrait repose sur l'idée (première section) que les crises publiques constituent une mise à l'épreuve du leadership des dirigeants politiques, un test que certains d'entre eux relèveront avec succès, gagnant en légitimité auprès de leur électeurat. Nous verrons (deuxième section) que le gouvernement fédéral, après une période d'indécision, a repris le contrôle du message politique en réagissant avec de nombreuses et d'importantes annonces économiques qui ont permis non pas tant d'atténuer la pandémie elle-même que de mitiger ses conséquences sociales auprès de la population. Par la suite, nous examinerons (troisième section) comment la crise sanitaire a permis à quelques premiers ministres provinciaux d'élever leur stature auprès de leur population en dépit même d'une situation difficile. C'est ce qui nous amènera (quatrième section) à montrer que les actions des deux ordres de gouvernement n'ont pas conduit à des conflits ouverts sur la scène fédérale-provinciale malgré d'inévitables tensions.

1) Crises publiques et leadership des dirigeants politiques

Dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 et de la crise financière de 2008, deux auteurs notent une résurgence des études sur le leadership en temps de crise même s'ils font aussi remarquer qu'elles ne sont pas si nombreuses : « Rare indeed were texts that studiously investigated how politicians operate in conditions of uncertainty or ambiguity. » (De CLERCY et FERGUSON 2016, 105). Pourtant, les crises publiques constituent un moment idéal pour examiner les dirigeants politiques en action dans la mesure où elles représentent un test de leadership pour des gouvernements qui sont aux prises avec une situation à très haut degré d'incertitude. Plus précisément, elles constituent un laboratoire permettant de jauger l'efficacité politique des dirigeants ainsi que leur capacité à communiquer les messages et à faire accepter des mesures jugées nécessaires pour contrer la situation. Toutefois, le degré d'incertitude évoqué plus haut, qui

JUSTIN TRUDEAU, LES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX ET LA CRISE
SANITAIRE : LEADERSHIP ET PATERNALISME DOUX

fait partie intégrante des crises, varie aussi en fonction de la nature même de ces dernières.

C'est que le terme de crise est souvent employé pour des phénomènes particuliers, une crise au sein d'un cabinet ministériel avec une démission inattendue, par exemple, c'est-à-dire une crise qui n'affecte pas forcément l'ensemble de la société. Or, le terme peut aussi signifier que ce sont les sociétés elles-mêmes qui se trouvent à un « point tournant », c'est-à-dire qu'au sens médical et holiste du terme, il s'agit d'une totalité sociale qui, frappée par la maladie, doit recouvrer la « santé » (GILL 2011, 27). La présente crise se situe d'ailleurs à ce niveau puisque la pandémie a frappé tous les continents et elle a mené à un arrêt économique brutal qui débouchera probablement sur un processus de « destruction créatrice » dont les effets restent difficiles à mesurer (PITTIS 2020).

Ce qui particularise les moments de crise, c'est qu'ils viennent interrompre et mettre entre parenthèse la « politique ordinaire », selon l'expression de James Buchanan (GILL 2011, 27). En effet, les actions des dirigeants politiques sont scrutées avec une intensité peu commune, probablement encore plus qu'en temps de campagne électorale, parce que l'attention de l'ensemble du public se trouve tournée presque entièrement à jauger les actions des gouvernements et à juger, dans ce cas-ci, de la pertinence des consignes sanitaires. « In times of crisis, citizens look at their leaders: presidents and mayors, local politicians and elected administrators, public managers and top civil servants. We expect these policy makers to avert the threat or at least minimize the damage of the crisis at hand. They should lead us out of the crisis; they must explain what went wrong and convince us that it will not happen again. » (BOIN 2005, 1). L'action des gouvernements se déploie ainsi à plusieurs niveaux, le premier étant d'affronter la menace lorsqu'elle se déclare, de la gérer dans la durée et de penser au futur en même temps. Autant de dimensions où les gouvernements peuvent finir par trébucher si la réaction initiale est trop lente, si la gestion au quotidien se dégrade et, enfin, si les dirigeants donnent l'impression de ne pas savoir que faire.

Si les crises publiques représentent des moments de grande incertitude qui peuvent faire sombrer un gouvernement dans l'impopularité, elles peuvent également se transformer en opportunité politique pour les dirigeants qui parviennent à améliorer, stratégiquement, leur image publique et marquer des points par rapport à leur adversaire (LALANCETTE et RAYNAUD 2020). « Fundamentally ambiguous, crises provide political elites with power chances and with acute threats to their legitimacy » (ANSELL, BOIN et HART 2014, 2)

Toutefois, il ne suffit pas d'affronter objectivement les problèmes d'un strict point de vue sanitaire car encore faut-il donner l'impression de contrôler de la situation et d'être en mesure d'agir de manière efficace même si des indicateurs objectifs (comme le nombre de décès) semblent indiquer le contraire. Il importe donc que les dirigeants puissent donner un sens à la crise dans un processus de « meaning making » en apparaissant en contrôle, en disant ce qui est arrivé et ce qui arrivera afin de réduire l'incertitude (BOIN 2005, 69-70).

À cet égard, soulignons que si, en temps normal, le fait d'avoir l'air paternaliste peut mal passer auprès de l'électorat, en situation d'exception, une touche de paternalisme doux ou *soft* (HANNA 2018) peut se révéler au contraire très utile pour faire accepter les consignes sanitaires et autres mesures de confinement. Pour qu'il soit efficace, le paternalisme dans sa version douce doit cependant rester une relation plus horizontale que verticale avec un dirigeant qui, tout en parlant et agissant à partir d'une position d'autorité, semble se mettre au service de la population dont il partage les malheurs et envers qui il fait preuve de compassion. Au contraire, dans son acception négative, le paternalisme suppose une relation verticale de subordination entre le père/patron qui gouverne de (très) haut ses enfants/ouvriers. Une dimension de paternalisme doux peut, par contre, contribuer à la popularité des dirigeants politiques au moment d'affronter une crise. En somme, en ce qui concerne l'évaluation de l'efficacité de la réponse des dirigeants politiques en temps de crise, il y a une importante dimension subjective liée à la perception que la population se forge de l'action des dirigeants.

Nous verrons dans les deux prochaines sections que plusieurs dirigeants politiques ont effectivement pu, pendant la crise, se montrer sous un jour assez favorable et ragaillardir une popularité déclinante, comme l'a fait Justin Trudeau qui, au déclenchement de la pandémie, se trouvait dans une position politique précaire.

2) La réaction du gouvernement fédéral : de la stupeur à l'effervescence économique

Avant le début de la pandémie, le gouvernement de Justin Trudeau se trouvait en effet dans une position où l'émergence d'une crise d'unité nationale se trouvait fréquemment évoquée (IBBITSON 2019). D'une part, les résultats de l'élection fédérale montraient que le Canada était divisé, les libéraux ayant conquis la grande majorité de leurs des sièges dans l'est alors que l'ouest du pays, à quelques exceptions, avait voté pour les conservateurs (BOILY 2019), sans oublier le retour en force du Bloc québécois. Minoritaires à la Chambre des communes, les libéraux ont d'ailleurs été élus avec un pourcentage de voix (33, 1%) moindre que les conservateurs (34,4 %). D'autre part, le gouvernement

JUSTIN TRUDEAU, LES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX ET LA CRISE
SANITAIRE : LEADERSHIP ET PATERNALISME DOUX

libéral s'est retrouvé dans une position très difficile lorsque des manifestants autochtones, en appui aux revendications des chefs héréditaires de la nation Wet'suwet'en du nord de la Colombie-Britannique qui s'opposaient au passage d'un oléoduc de gaz naturel, ont bloqué les voies ferrées canadiennes en février 2020. Le transport des marchandises et des voyageurs a été grandement perturbé et le gouvernement libéral est parvenu difficilement à faire lever les dernières barricades au début du mois de mars. Aux prises avec des difficultés importantes sur la scène nationale, le gouvernement libéral ne semblait pas vraiment préoccupé par la pandémie.

En effet, du début janvier 2020 à la mi-mars 2020, le gouvernement fédéral se trouvait dans une sorte de phase d'attente, mélange d'immobilisme et d'inconscience face à l'épidémie. Ainsi, alors que des pays avaient fermé leur frontière avec la Chine (le Japon, les États-Unis ou encore l'Australie), le gouvernement canadien hésitait et recommandait seulement que les voyageurs en provenance de la province chinoise de Hubei se mettent en quarantaine volontaire (WEEKS 2020). Le gouvernement fédéral et les autorités sanitaires canadiennes ne croyaient pas encore qu'un contrôle plus strict des frontières se révélerait nécessaire pour freiner la propagation du virus. En entrevue, la ministre fédérale de la santé (Patty Hajdu) l'a d'ailleurs reconnu en affirmant avoir d'abord suivi les règles sanitaires internationales, lesquelles spécifiaient que fermer les frontières n'était pas la bonne solution, avant de changer d'idée par la suite (WELLS 2020), non sans s'attirer des critiques.

C'est ainsi que la réponse libérale a été, jusqu'au début du mois de mars 2020, plutôt timorée et le gouvernement fédéral peinait à répondre aux demandes des gouvernements provinciaux pour des contrôles accrus aux frontières et aux aéroports. Tant le premier ministre québécois que la mairesse de Montréal ont critiqué l'absence de réaction et le manque de contrôle aux aéroports (MONTPETIT 2020) alors que le premier ministre de la Colombie-Britannique demandait que Justin Trudeau resserre rapidement les contrôles frontaliers avec les États-Unis (COYNE 2020). Le sentiment d'urgence n'habitait pas encore le gouvernement fédéral alors que les indices s'accumulaient pour dire qu'une crise mondiale d'une ampleur insoupçonnée s'annonçait (CLARK 2020). Les premières conférences de presse (14-15 mars 2020) montraient plusieurs ministres et députés libéraux répondant aux journalistes sans que l'on sache qui était responsable, ce qui témoignait aussi de cet état d'impréparation.

Par la suite, la stratégie de communication du gouvernement libéral a pris un virage, plus efficace, avec la tenue d'une conférence de presse journalière du premier ministre lui-même, ce qui a permis d'éviter la dispersion du message

d'un ministre à l'autre. Cela a également permis à Justin Trudeau d'annoncer de nombreuses mesures économiques sans nécessairement être soumis aux critiques des partis d'opposition qui ont été relégués dans l'ombre. En dépit de la lenteur de sa réaction fédérale initiale, le gouvernement fédéral a réagi avec une vigueur économique inégalée.

Passés les premiers moments d'indécision, l'attitude de Justin Trudeau et de son gouvernement a radicalement changé avec la prise de conscience que la pandémie, événement exceptionnel, exigeait en conséquence des actions musclées sur le plan économique. Embrassant le « grand retour de l'État » en vogue dans plusieurs pays (MÉRAND 2020), le gouvernement canadien a pris, à partir de la mi-mars, une série de mesures toujours de plus en plus importantes en matière économique, multipliant les annonces de toutes sortes pour aider les individus et les entreprises, ce qui a rapidement fait gonfler la facture à des centaines de milliards de dollars.

En effet, le directeur parlementaire du budget évalue qu'après deux mois de mesures budgétaires de toutes sortes, le déficit pouvait déjà atteindre des sommes astronomiques de 252,1 milliards de dollars canadiens, soit 12,7% du PIB (OUADIA 2020). Plusieurs économistes, dont le directeur parlementaire du budget, ont cependant fait remarquer que le Canada, en raison de sa situation fiscale avantageuse, pouvait se permettre d'agir de cette façon sur le front économique, tant que les mesures demeuraient temporaires (BOLONGARO et HAGAN 2020). Hormis dans les milieux conservateurs soucieux d'équilibre budgétaire, peu d'observateurs s'inquiètent vraiment de la capacité du gouvernement libéral à maîtriser le déficit, du moins à court terme. Au contraire, les mesures ont été plutôt bien accueillies, comme dans le cas de la Prestation canadienne d'urgence pour venir en aide à ceux ayant perdu leur emploi, qui coûtera au trésor public plus de 60 milliards de dollars, même s'il aurait été préférable d'apporter des ajustements afin de s'assurer d'un contrôle plus rigoureux qui éviterait un nombre trop élevé de fraude (JOURNET 2020).

Répétant que le gouvernement canadien pouvait se permettre un niveau d'endettement élevé en raison d'une situation budgétaire pré-pandémie enviable en comparaison des autres pays, le premier ministre Justin Trudeau s'est même comporté de manière plutôt cavalière en se montrant fort réticent à dévoiler une mise à jour économique, malgré les demandes répétées des conservateurs et du Bloc québécois (HALL 2020). Finalement, le gouvernement libéral s'est résigné à offrir ce qu'il appelle un « portrait de l'économie et des finances publiques » (MESSIER[b] 2020). Mais la popularité de son parti ne semble nullement affectée par cette attitude où le gouvernement libéral reste peu pressé de présenter un portrait plus juste de l'état de l'économie canadienne. Dans ce contexte, la

JUSTIN TRUDEAU, LES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX ET LA CRISE
SANITAIRE : LEADERSHIP ET PATERNALISME DOUX

popularité de Justin Trudeau a fait un bond spectaculaire de 10 à 15 points de pourcentage au Québec pour atteindre le même niveau que dans le reste du Canada, soit 76 % (BUZZETTI[a] 2020).

La gestion de la frontière avec les États-Unis n'est pas étrangère aussi à ce regain de popularité libérale. En effet, une des actions les plus inattendues qui a été prise, et peut-être un peu tardivement par ailleurs, a été de fermer la frontière avec les États-Unis pour tous les voyages dits non-essentiels, tout en permettant le transport de marchandises. Or, il s'agissait d'un événement exceptionnel dans l'histoire des relations entre le Canada et les États-Unis et ce même en tenant compte de la fermeture de l'espace aérien des États-Unis lors du 11 septembre 2001. En effet, comme le disait Robert Falconer de la *School of Public Policy*: « This is massive. We've never had an indefinite closure like this in the history of Confederation. Visa-free travel between Canada and the United States has been a founding part of our relationship. Even after the 9/11 attack, Canada and the U.S. kept cross border traffic going during that period » (NARDI[a] 2020). Surtout, le gouvernement canadien a su négocier cette fermeture, qui a été reconduite jusqu'au 21 juillet 2020, sans que cela ne soulève de problèmes majeurs avec l'administration Trump, ce qui, en soi, constitue une réussite.

De manière générale, si les relations avec les États-Unis ne peuvent être qualifiées de chaleureuses ou de cordiales, elles ne sont pas devenues mauvaises pour autant, le gouvernement libéral continuant d'éviter de critiquer directement l'administration américaine, même si certains observateurs de la politique étrangère canadienne croient qu'il est maintenant temps d'envisager un avenir qui soit autrement défini que par les relations bilatérales entre les deux pays (NIMIJEAN et CARMENT 2020). Pour le moment et plus prosaïquement, Justin Trudeau a évité d'affronter directement le président américain, au point de rester muet pendant 21 secondes avant de répondre aux journalistes lui demandant de réagir aux propos de Donald Trump lorsque ce dernier évoquait l'emploi de la force militaire contre les manifestants anti-racistes.

Au total, le gouvernement libéral est parvenu à rétablir la situation à son avantage. D'une part, il l'a fait avec des mesures économiques d'une ampleur inégalée et en parvenant à gérer la situation avec son principal partenaire commercial. D'autre part, avec une habile stratégie de communication qui canalisait le message libéral et les nombreuses annonces autour de la figure même de Trudeau menées, comme nous l'avons dit, avec un point de presse quotidien qui ne permettait pas de véritable débat. En l'espace de trois mois (soit entre février et avril 2020), Justin Trudeau a ainsi vu son taux de satisfaction s'améliorer de 21 % pour s'établir à 54%, un sommet depuis 2017 (ANGUS

REID[a] 2020). La population canadienne s'est majoritairement ralliée au premier ministre libéral et nous verrons que ce ralliement a été encore plus fort avec les premiers ministres provinciaux.

3) Popularité des premiers ministres provinciaux

Nous avons mentionné plus haut (première section) qu'il était nécessaire, pour des dirigeants politiques dont les actions sont scrutées à la loupe par une population anxieuse, de savoir donner sens à la crise et de proposer une direction pour l'avenir. Or, la plupart des premiers ministres provinciaux ont compris qu'il fallait agir de manière différente. Comme nous allons maintenant le constater, la plupart d'entre eux l'ont fait avec succès, si on s'en remet au jugement de l'opinion publique.

Avant la crise, le premier ministre conservateur de l'Ontario Doug Ford était régulièrement critiqué pour son style populiste et ses nombreuses décisions qui semblaient marquées du sceau de l'amateurisme et des volte-face. Or, la popularité du premier ministre ontarien a fait un bond de 38 % entre le mois de février et la fin mai (ANGUS REID[b] 2020). Trois premiers ministres des Maritimes ont eux aussi vu leur taux d'approbation bondir, de 32 % pour celui du Nouveau-Brunswick et de 35% dans le cas du premier ministre de la Nouvelle-Écosse. Les premiers ministres de la Colombie-Britannique et du Québec ont vu des augmentations moindres seulement parce que leur popularité respective pré-pandémie était déjà élevée, tout comme celle du premier ministre de la Saskatchewan (*ibid.*). Enfin, seuls les premiers ministres conservateurs de l'Alberta et du Manitoba ont vu leur popularité stagner sous la barre des 50 %. Comment expliquer ces sursauts dans les taux d'approbation pour la plupart d'entre eux? Faut-il établir une corrélation entre la manière dont la province a traversé la pandémie et la popularité du premier ministre? Ou ne faut-il pas plutôt s'arrêter sur leur style de leadership respectif?

D'abord, le bilan des décès, aussi lourd soit-il pour une province, semble ne pas toujours compter quand vient le temps d'évaluer la performance des premiers ministres ; sinon celui du Québec devrait être le moins populaire. En effet, le Québec se distingue nettement des autres provinces, y compris même de l'Ontario, puisque l'on y dénombre plus de la moitié des décès canadiens. C'est dans la grande région de Montréal ainsi que dans certains arrondissements de cette ville que les taux d'infections ont été le plus élevés, particulièrement dans les Centres d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) où la situation a totalement échappé au contrôle du gouvernement provincial québécois.

JUSTIN TRUDEAU, LES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX ET LA CRISE
SANITAIRE : LEADERSHIP ET PATERNALISME DOUX

Or, à l'aune des résultats catastrophiques dans la grande région de Montréal, le premier ministre québécois aurait dû voir ses appuis et sa popularité diminuer grandement. Au contraire, au moment de rédiger ces lignes, la Coalition avenir Québec caracole en tête des sondages au Québec (LAJOIE 2020). Une grande partie du succès de François Legault repose sur son style de leadership et de communication, un style que l'on pourrait qualifier de quelque peu paternaliste (YAKABUSKI[a] 2020). Rappelons que le paternalisme, dans un sens plutôt positif, comme nous l'avons décrit dans la première section, repose sur l'idée que le dirigeant manie et utilise le langage de la compassion pour rester au diapason des préoccupations populaires et ne pas se retrouver dans une position de supériorité par rapport à la population.

Or, au-delà de critères objectifs tels que le nombre de cas, le nombre de décès, la stratégie de dépistage etc., le premier ministre québécois a su conjuguer, sur le plan de la communication et de l'image, contrôle et compassion, comme s'il était personnellement affecté par la situation, tout en appelant les Québécois à faire preuve de solidarité nationale en faisant du bénévolat (LABBÉ 2020). Il faut cependant que ce style du paternalisme *soft* reste contrôlé, c'est-à-dire qu'il ne se transforme pas en arrogance, ce qu'a su faire François Legault, entre autres, en se montrant transparent sur la lutte contre le coronavirus (YAKABUSKI[a] 2020).

La même chose vaut pour le premier ministre ontarien, autre province où le bilan des décès a été lourd. Or, au moment où la crise a débuté, le premier ministre ontarien Doug Ford a pris une stature de chef de gouvernement en s'élevant au-dessus des aléas de la politique partisane, tout en gardant un côté proche du peuple, une photographie à la une d'un grand quotidien le montrant masqué et transportant des boîtes. Une personnalité connue de la scène publique ontarienne, qui avait critiqué durement le premier ministre ontarien dans le passé, se disait maintenant ravie de celui qui lui apparaissait sous le jour d'un véritable leader d'État (HEINEN 2020).

De ce point de vue, François Legault et Doug Ford (et on pourrait aussi ajouter John Horgan en Colombie-Britannique) se situent dans le même registre du paternalisme *soft*. Chacun à leur façon, ces dirigeants politiques sont parvenus à se montrer au service de la population au lieu de paraître agir en fonction d'une idéologie particulière ou pour l'intérêt de leur formation politique. Ils sont parvenus à donner l'impression, de manière crédible, de s'élever au-dessus de la mêlée, si on peut dire. À l'inverse, les premiers ministres à la tête d'une province avec une situation sanitaire objectivement bonne (peu de décès, par exemple) comme l'Alberta et le Manitoba ont vu leur taux d'approbation stagner, sous la

barre des 50 %, comme nous l'avons dit plus haut, précisément parce qu'ils ont laissé la tenace impression de poursuivre le même programme politique et idéologique malgré la pandémie.

En effet, les premiers ministres Jason Kenney en Alberta et Brian Pallister au Manitoba semblaient toujours tenir mordicus à leur idéologie conservatrice respective, laquelle misait sur le contrôle des budgets de l'État. C'est ainsi que le ministre de la santé albertain s'est retrouvé pris dans une situation difficile avec la décision, controversée, de changer quelques dispositions dans le mode de rémunération des médecins albertains. Or, la dispute salariale avec les médecins avant et pendant la pandémie a grandement nui à la crédibilité du gouvernement qui envoyait ainsi le message qu'il ne voulait pas mettre de côté les cibles de réductions budgétaires établies dans les deux derniers budgets (BRATT et THOMAS 2020). Mentionnons aussi qu'il a fallu attendre un moment avant de voir le gouvernement albertain présenter un plan de relance économique (30 juin 2020) alors que le Québec avait présenté le sien près d'un mois plus tôt (3 juin). En temps de « politique ordinaire », pour reprendre l'expression de James Buchanan cité plus haut, le délai reste mineur, mais en temps de crise, il peut témoigner, aux yeux de la population, d'un gouvernement qui tarde à réagir.

Dans le cas du premier ministre manitobain, c'est aussi cette même perception, datant d'avant la covid-19, qu'il poursuivait un programme d'austérité pendant la pandémie qui a nui à la crédibilité du premier ministre. Il s'agit fort probablement d'un facteur, parmi d'autres, expliquant pourquoi le premier ministre de cette province peu touchée par la pandémie reste moins populaire que les autres (AU 2020). Voilà qui indique que l'idéologie de la droite économique aurait dû être mise en suspens et ne pas apparaître interférer dans les décisions prises pour lutter contre la pandémie, surtout au début de celle-ci.

Au contraire, c'est en montrant une dimension de paternalisme *soft*, que la plupart des premiers ministres des provinces ont été en mesure de passer à travers la tempête sans être jugés négativement par leur population. Cela passait par une mise à l'écart, pour un temps du moins, de l'idéologie du parti et de décisions ayant un caractère jugé trop partisan, au profit d'une approche où se conjuguent compassion et pragmatisme. Dans le même sens, celui d'une mise en retrait de la partisanerie politique, les premiers ministres provinciaux ont favorisé la collaboration avec le gouvernement fédéral, même s'il y a bien eu quelques frictions entre les deux niveaux de gouvernement.

4) Les relations fédérales-provinciales sans tension

Une telle crise aurait pu constituer un moment de dégradation des relations fédérales-provinciales. Dans le passé, comme le rappelle le politologue Alain Noël, le gouvernement fédéral avait pris avantage de crises, comme la guerre, pour pousser plus loin la centralisation, pour s'immiscer dans les champs de compétence des provinces, par exemple, en matière d'assurance-chômage en 1940 (NOËL 2020). D'autant plus, comme nous l'avons mentionné plus haut, que les résultats de l'élection fédérale de 2019 montraient l'existence d'une cassure, peut-être exagérée, mais assez nette entre l'ouest et l'est du pays.

Or, le premier ministre Justin Trudeau qui, pas plus tard qu'à l'automne 2019, avait passé une bonne partie de la campagne électorale à dénoncer les politiques du gouvernement ontarien et son chef comme étant une preuve de ce qu'il ne fallait surtout pas faire, a su établir une bonne relation avec son homologue de l'Ontario. Ainsi, le premier ministre Doug Ford a travaillé étroitement avec la vice-première ministre libérale Chrystia Freeland, développant même ce qui a été décrit comme étant une improbable amitié entre les deux (DELACOURT 2020). Certes, le premier ministre ontarien a critiqué la décision du gouvernement libéral d'ajouter des armes à feu sur la liste de celles qui sont déjà prohibées, mais il a loué l'aide du gouvernement fédéral, la qualifiant toutefois d'insuffisante (STONE et GRAY 2020).

Avec l'Alberta aussi, les relations entre les deux gouvernements ont été plutôt bonnes. Il faut rappeler que la chute vertigineuse des prix du pétrole, qui ont même atteint des prix négatifs pendant un moment, a fait en sorte d'approfondir de manière encore plus forte qu'ailleurs les difficultés économiques de la province. Du côté albertain, l'aide du gouvernement fédéral était attendue avec impatience. D'abord, le gouvernement fédéral a avancé des sommes substantielles pour la décontamination des nombreux puits orphelins qui ont été laissés à l'abandon par l'industrie pétrolière. Cette aide a été accueillie positivement tant par le gouvernement albertain que par l'industrie pétrolière et même les environnementalistes, le programme étant un succès puisqu'il permet de compenser les activités de forage qui sont à la baisse (VARCOE 2020). L'impatience a cependant continué de se manifester pour que le gouvernement fédéral offre une aide plus substantielle aux industries, le gouvernement albertain demandant même une somme de 20 milliards pour soutenir ce secteur (RABSON 2020). Mais, encore là, rien qui ne débouche sur des tensions insurmontables.

En fait, Justin Trudeau s'est même porté à la défense du secteur énergétique albertain lorsque des membres de l'opposition à Ottawa, soit le chef

du Bloc québécois Yves-François Blanchet ainsi que la cheffe démissionnaire du Parti vert, Elizabeth May, ont avancé que le gouvernement fédéral ne devait pas aider l'industrie pétrolière, tout particulièrement les sables bitumineux. Or, c'est le premier ministre qui a pris le contre-pied en déclarant « que si nous voulons aller de l'avant dans la transformation de notre économie vers des émissions plus basses et des procédés plus verts, des travailleurs et des innovateurs en Alberta et à travers le secteur énergétique vont être des participants essentiels à cette transformation » (YAKABUSKI[b] 2020).

En revanche, les relations se sont un peu dégradées avec le Québec en raison de quelques mesures et initiatives fédérales qui ont déplu au gouvernement caquiste. Par exemple, lorsque le gouvernement fédéral a annoncé qu'il viendrait en aide aux étudiants en leur versant des compensations pour les emplois qu'ils ne pourront obtenir durant l'été 2020, le gouvernement québécois estimait que cette aide nuirait aux efforts de recrutement de main-d'œuvre de certaines entreprises québécoises, notamment en milieu agricole. Un autre exemple encore plus parlant concerne le recours à l'armée canadienne qui a donné lieu à des réactions négatives du côté fédéral, d'abord réticent face à l'égard de cette demande inhabituelle du Québec et de l'Ontario. Des membres du gouvernement fédéral ont trouvé que le gouvernement québécois avait agi de manière cavalière (avec une simple requête de deux lignes de la part du gouvernement Legault) lorsqu'il a demandé l'implication de l'armée canadienne pour aider le personnel dans les CHSLD (NARDI[b] 2020). Surtout, le gouvernement québécois a insisté pour que le gouvernement fédéral assure le déploiement de l'armée jusqu'en septembre alors que Justin Trudeau s'est engagé à le prolonger seulement jusqu'au 26 juin pour laisser la Croix-Rouge prendre la relève par la suite (MESSIER[a] 2020).

Il est possible d'émettre l'hypothèse que si les relations intergouvernementales n'ont pas donné lieu à des conflits importants, c'est en fonction de deux facteurs. D'une part, parce que le gouvernement fédéral s'est contenté, si on peut dire, d'exercer son rôle en matière économique, sans tenter d'imposer des normes communes à l'ensemble des provinces. D'une certaine façon, Justin Trudeau a mis en pratique le fédéralisme de la collaboration qu'il avait annoncé en 2015 (LAFOREST et DUBOIS 2017), notamment avec une rencontre téléphonique hebdomadaire avec ses homologues provinciaux. D'autre part, si les provinces ont été attentives à préserver une certaine harmonie, elles ont aussi défendu leur compétence en matière de santé, tout comme elles ont fait front commun, ce qui n'est si fréquent, pour dire au gouvernement fédéral de les laisser gérer la situation en fonction de leur situation particulière.

JUSTIN TRUDEAU, LES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX ET LA CRISE
SANITAIRE : LEADERSHIP ET PATERNALISME DOUX

Toutefois, une mesure du gouvernement fédéral a donné lieu à des frictions laissant présager que la relative harmonie se trouve sur le point de finir. En effet, lorsque le gouvernement fédéral a accordé une aide supplémentaire de 14 milliards de dollars pour assurer la relance, Justin Trudeau a reconnu être conscient que la situation est différente dans chacune des provinces. Mais il a aussi laissé entendre que les provinces ne pourraient peut-être pas nécessairement faire ce qu'elles voulaient avec les fonds reçus: « Provinces and territories are facing different realities, so flexibility will be important, but here's the bottom line: For seniors and people who need extra support, for kids and workers – this plan is here for you, » (HARRIS 2020). Le gouvernement fédéral veut donc s'assurer que l'aide soit accordée de manière ciblée, ce qui a déplu aux provinces, tout particulièrement au premier ministre québécois qui a dit que son gouvernement ne voulait pas de conditions (BUZZETTI[b] 2020).

Si les tensions fédérales-provinciales ne se sont pas manifestées avec vigueur pendant la pandémie, ce pourrait être bien différent dans le futur lorsque les processus de déconfinement et de relance économique prendront de l'ampleur. Les querelles de compétence et de financement ont toutes les chances de revenir à l'avant-plan. En effet, les libéraux de Justin Trudeau pourraient être tentés de pousser plus loin la logique centralisatrice, par exemple en matière de soins offerts aux aînés, surtout que le premier ministre canadien a dit que les provinces avaient « échoué à bien protéger nos aînés » (MARQUIS 2020). Ce genre de déclarations à l'égard des provinces pourraient signifier un tournant dans la nature des relations fédérales-provinciales, surtout avec un gouvernement fédéral désireux de jouer un rôle actif en santé. En même temps, les premiers ministres provinciaux réagiront certainement aux initiatives du gouvernement fédéral, d'autant plus que la plupart d'entre eux, comme nous l'avons vu, en ont aussi profité pour conforter leur position auprès de leurs électeurs. Pour le moment, il reste difficile de dire si un tel processus se développera et si oui, avec quelle intensité.

Conclusion : la crise comme opportunité politique

Après 100 jours de pandémie, le Canada, qui a dépassé les 100 000 cas de covid-19, montrait toujours une situation qui, avec un bilan de moins de 10 000 morts, restait relativement contrôlée (MELOCHE-HOLUBOWSKI[b] 2020). Le test de leadership amené par la crise du coronavirus a été relevé avec un certain succès par la plupart des dirigeants politiques. Cela est particulièrement vrai pour le gouvernement fédéral de Justin Trudeau qui a avancé, comme nous l'avons dit, des sommes astronomiques pour pallier les effets négatifs de la pandémie, creusant le déficit à des niveaux jamais vus depuis 1945.

FRÉDÉRIC BOILY

La pandémie a permis au gouvernement libéral, qui était dans une position difficile au début de l'hiver 2020 (section deux), de reprendre l'initiative et de se comporter comme un gouvernement majoritaire national avec une panoplie de mesures économiques. À l'inverse, les partis d'opposition se sont retrouvés en situation de faiblesse, notamment dans le cas des conservateurs fédéraux qui se trouvaient dans une course à la direction. Dans le même sens, la majorité des premiers ministres provinciaux ont réussi à capitaliser sur le sentiment d'urgence pour se montrer sous un jour favorable, comme nous l'avons vu (section trois), sans que cela n'entraîne de conflits majeurs sur la scène des relations fédérales-provinciales (section quatre).

Pourtant, le moment viendra où tous les gouvernements devront effectuer des choix difficiles, en cessant certains programmes et en investissant dans d'autres. La période de la reprise économique constituera un autre moment crucial pour le leadership des premiers ministres qui devront trouver le ton juste et les politiques adéquates, tout en contrôlant la deuxième vague et ayant à l'esprit qu'une troisième pourrait encore arriver et faire dérailler les actions gouvernementales prises dans la première phase. De plus, avec un retour à la « normale » qui permettra à l'opposition de jouer son rôle de chien de garde, les dynamiques politiques se compliqueront pour les gouvernements en place, y compris pour Justin Trudeau « When parties and leaders begin to question the government's handling of specific aspects of the crisis, as they inevitably will do, we are likely to see some of the gains disappear, especially among Canadians who did not vote for the Liberals. » (HARELL 2020) Enfin, les thématiques pré-covid-19, comme celle de l'environnement, reprendront peu à peu leur importance auprès de l'opinion publique canadienne. Voilà qui posera des défis et qui entraînera presque mécaniquement des interrogations sur le rôle du gouvernement fédéral face aux provinces. Nous avons mentionné plus tôt (quatrième section) que la tension entre les deux niveaux de gouvernement ne s'est pas exprimée avec force pendant la pandémie mais il est fort probable qu'elle se manifesterait avec plus d'importance lorsque viendra le temps d'investir dans la santé, de maîtriser les déficits ou encore de poursuivre les mesures pour lutter contre les changements climatiques. Toutes ces questions devraient d'ailleurs se retrouver au programme de la prochaine élection fédérale qui pourrait survenir dès l'hiver 2021.

BIBLIOGRAPHIE

ANSELL Chris, BOIN et HART, PAUL 't. 2014. *Political Leadership in Times of Crisis, The Oxford Handbook of Political Leadership*. Edited by R. A. W. Rhodes and Paul 't Hart, Oxford, Oxford University Press.

JUSTIN TRUDEAU, LES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX ET LA CRISE
SANITAIRE : LEADERSHIP ET PATERNALISME DOUX

AU, Shiu-Yik. 2020. "Austerity is the wrong path for Manitoba during coronavirus pandemic: U of M professor". *CBC News*, 16 avril. <https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/opinion-coronavirus-manitoba-economy-austerity-1.5534427> (consulté le 24 juin 2020).

ANGUS REID[a]. 2020. "Federal Politics: Justin Trudeau's handling of covid-19 crisis lifts his approval to highest level since 2017". 22 avril. <http://angusreid.org/federal-issues-april-2020/> (consulté le 25 juin 2020).

ANGUS REID[b]. 2020. "Premiers' Performance: COVID-19 responses prompt massive increases in approval for most, but not al". 28 mai. <http://angusreid.org/premier-approval-may2020/> (consulté le 22 juin 2020).

BOILY, Frédéric. 2019. « L'Alberta et la fièvre référendaire ». *Options politiques/Policy options*, 31 octobre. <https://policyoptions.irpp.org/magazines/october-2019/lalberta-et-la-fievre-referendaire/> (consulté le 22 juin 2020).

BOIN, A. 2005. *The Politics of Crisis Management: Public Leadership Under Pressure*, Cambridge Cambridge University Press.

BOLONGARO, Kait et HAGAN, Shelly. 2020. "Biggest deficit in history bound for Canada, watchdog says". *BNN Bloomberg*, 30 avril. <https://www.bnnbloomberg.ca/biggest-deficit-in-history-bound-for-canada-watchdog-says-1.1429432> (consulté le 22 juin 2020).

BRATT, Duane et THOMAS, Melanee. 2020. "Province's pandemic response gets support, so where is Kenney's COVID bump?". *CBC News*, 19 juin. <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/opinion-alberta-jason-kenney-covid-19-poll-1.5614975> (consulté le 22 juin 2020).

BUZZETTI, Hélène[a]. 2020. « Le regain de Justin Trudeau », *Le Devoir*, 16 mai. <https://www.ledevoir.com/politique/canada/579090/le-regain-de-trudeau> (consulté le 24 juin 2020).

BUZZETTI, Hélène[b]. 2020. « L'aide d'Ottawa sera conditionnelle », *Le Devoir*, 6 juin. <https://www.ledevoir.com/politique/canada/580282/point-de-presse-trudeau-5-juin> (consulté le 22 juin 2020).

CLARK, Campbell. 2020. "Ottawa should overreact just a little in its response to coronavirus". *The Globe and Mail*, 5 mars.

FRÉDÉRIC BOILY

<https://www.theglobeandmail.com/politics/article-ottawa-should-overreact-just-a-little-in-its-response-to-coronavirus/> (consulté le 22 juin 2020).

COYNE, Todd. 2020. "Horgan tells feds to 'up their game' on U.S. border-crossers amid COVID-19 outbreak". *CTV News*, 13 mars. <https://vancouverisland.ctvnews.ca/horgan-tells-feds-to-up-their-game-on-u-s-border-crossers-amid-covid-19-outbreak-1.4852414> (consulté le 22 juin 2020).

DE CLERCY, Cristine et FERGUSON, Peter A. 2016. "Leadership in Precarious Contexts: Studying Political Leaders after the Global Financial Crisis". *Politics and Governance* 4 (2): 104-114.

DELACOURT, Susan. 2020. "'He's my therapist': How Chrystia Freeland and Doug Ford forged an unlikely friendship in the fight against COVID-19". *The Star*, 3 avril. <https://www.thestar.com/news/insight/2020/04/03/hes-my-therapist-how-chrystia-freeland-and-doug-ford-forged-an-unlikely-friendship-in-the-fight-against-covid-19.html> (consulté le 22 juin 2020).

GILL, Stephen. 2011. "Leaders and led and in era of global crises". *Global Crises and the Crisis of Global Leadership*, Edited by GILL, Stephen, Cambridge, Cambridge University Press.

HALL, Chris. 2020. "Kevin Page isn't buying the government's excuse for withholding a fiscal update." *CBC News*, 13 juin. <https://www.cbc.ca/news/politics/chris-hall-kevin-page-isn-t-buying-the-government-s-excuse-for-withholding-a-fiscal-update-1.5610102> (consulté le 22 juin 2020).

HANNA, Jason. "Hard and Soft Paternalism." *The Routledge Handbook of the Philosophy of Paternalism*. Edited by Kalle Grill et Jason Hanna, London, Routledge, 2018, p. 24-34.

HARELL, Allison. 2020. "How Canada's pandemic response is shifting political views". *Policy options/Options politiques*, 8 avril. <https://policyoptions.irpp.org/magazines/april-2020/how-canadas-pandemic-response-is-shifting-political-views/> (consulté le 22 juin 2020).

HARRIS, Kathleen. 2020. "Federal government to provide \$14B to provinces, territories to 'safely' restart economies". *CBC News*, 5 juin. <https://www.cbc.ca/news/politics/disabled-canadians-financial-supports-1.5599726> (consulté le 22 juin 2020).

HENEIN, Marie. 2020. "My uncomfortable reality: Doug Ford is the leader Ontario needs". *The Globe and Mail*, 9 avril.

JUSTIN TRUDEAU, LES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX ET LA CRISE
SANITAIRE : LEADERSHIP ET PATERNALISME DOUX

<https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-my-uncomfortable-reality-doug-ford-is-the-leader-ontario-needs/> (consulté le 22 juin 2020).

IBBITSON, John. 2019. "Trudeau is to blame for national unity crisis over pipelines". *The Globe and Mail*, 12 juin. <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-trudeau-is-to-blame-for-national-unity-crisis-over-pipelines/> (consulté le 24 juin 2020).

JOURNET, Paul. 2020. « Prestation d'urgence canadienne : un aide trop élastique ». *La Presse*, 19 juin. <https://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/2020-06-19/prestation-canadienne-d-urgence-une-aide-trop-elastique> (consulté le 22 juin 2020).

LABBÉ, Jérôme. 2020. « « S'il vous plaît, allez faire du bénévolat », dit Legault ». *Radio-Canada*, 26 mars. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1688596/coronavirus-infection-maladie-contagion-pandemie> (consulté le 30 juin 2020).

LAFOREST, Guy et DUBOIS, Janique. 2017. « Justin Trudeau et le fédéralisme de réconciliation ». *Options politiques/Policy options*, 19 juin. <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/juin-2017/justin-trudeau-et-le-federalisme-de-reconciliation/> (consulté le 30 juin 2020).

LALANCETTE, Mireille et RAYNAUD, Vincent. 2020. « La covid-19 a permis à des dirigeants nord-américains d'améliorer leur image ». *Policy options/Options politiques*, 6 mai. <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/may-2020/la-covid-19-a-permis-a-des-dirigeants-nord-americains-dameliorer-leur-image/> (consulté le 22 juin 2020).

LAJOIE, Geneviève. 2020. « 50 % des intentions de vote : appui historique des Québécois envers la CAQ ». *Le Journal de Montréal*, 23 juin. <https://www.journaldequebec.com/2020/06/23/fort-de-lappui-des-quebecois-le-pm-bouge-en-sante> (consulté le 24 juin 2020).

LA PRESSE CANADIENNE. 2020. « Décès en soins de longue durée : le Canada fait piètre figure ». *La Presse*, 25 juin. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2020-06-25/deces-en-soins-de-longue-duree-le-canada-fait-pietre-figure> (consulté le 25 juin 2020).

MARQUIS, Mélanie. 2020. « Les provinces ont "échoué" à protéger les aînés, accuse Trudeau », *La Presse*, 25 juin. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2020-06-25/les-provinces-ont-echoue-a-protger-les-aines-accuse-trudeau/>

25/les-provinces-ont-echoue-a-protger-les-aines-accuse-trudeau, (consulté le 25 juin 2020).

MELOCHE-HOLUBOWSKI [a], Mélanie. 2020. « Plus de 50 jours après le début de la pandémie, comment se porte le Canada? ». *Radio-Canada*, 18 avril. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1694936/pandemie-coronavirus-covid19-canada-province-comparaison-donnees> (consulté le 22 juin 2020).

MELOCHE-HOLUBOWSKI [b], Mélanie. 2020. « 100 jours plus tard, que retenir de la COVID-19? ». *Radio-Canada*, 18 juin. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1712609/coronavirus-100-jours-pandemie-covid> (consulté le 22 juin 2020).

MÉRAND, Frédéric. 2020. « Le grand retour de l'État ». *Le Devoir*, 14 mars. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/574948/le-grand-retour-de-l-etat> (consulté le 22 juin 2020).

MESSIER[a], François. 2020. « La mission des militaires dans les CHSLD prolongée de deux semaines ». *Radio-Canada*, 12 juin. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1711424/premier-ministre-canada-justin-trudeau-pandemie-covid> (consulté le 22 juin 2020).

MESSIER [b], François. 2020. « Ottawa présentera un « portrait de l'économie » le 8 juillet ». *Radio-Canada*, 17 juin. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1712814/ottawa-trudeau-mise-a-jour-economique-juillet-cbc> (consulté le 22 juin 2020).

MONTPETIT, Jonathan. 2020. “Legault thankful Ottawa will shut border as COVID-19 cases climb in Quebec”. *CBC News*, 16 mars. <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/quebec-covid-monday-1.5498736> (consulté le 22 juin 2020).

NARDI[a], Christopher. 2020. “COVID-19: Canada-U.S. border closed to non-essential travel for indefinite period”. *National Post*, 18 mars. <https://nationalpost.com/news/canada/covid-19-crisis-canada-u-s-border-shut-for-first-time-since-9-11-attacks> (consulté le 22 juin 2020).

NARDI[b], Christopher. 2020. “‘Why would he pick a fight with us?’ COVID-19 raises tensions between Trudeau government and Quebec”. *National Post*, 9 mai. https://nationalpost.com/news/politics/why-would-he-pick-a-fight-with-us-covid-19-raises-tensions-between-trudeau-government-and-quebec?video_autoplay=true (consulté le 22 juin 2020).

JUSTIN TRUDEAU, LES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX ET LA CRISE
SANITAIRE : LEADERSHIP ET PATERNALISME DOUX

NIMIJEAN, Richard et CARMENT, David. 2020. "Rethinking the Canada-US relationship after the pandemic". *Policy options/options politiques*, 7 mai. <https://policyoptions.irpp.org/magazines/may-2020/rethinking-the-canada-us-relationship-after-the-pandemic/> (consulté le 22 juin 2020).

NOËL, Alain. 2020. « Covid-19 et tensions intergouvernementales ». *Policy options/Options politiques*, 4 mai. <https://policyoptions.irpp.org/magazines/may-2020/covid-19-et-tensions-intergouvernementaleschronique-dalain-noel/> (consulté le 23 juin 2020).

OUADIA, Karim. 2020. « Le déficit fédéral catapulté par la pandémie à un niveau jamais vu ». *Radio-Canada*, 30 avril. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1698761/deficit-gouvernement-federal-directeur-parlementaire-budget> (consulté le 22 juin 2020).

PITTIS, Don. 2020. "COVID-19 may be the catalyst — not the cause — of a painful but useful economic transformation: Don Pittis". *CBC News*, 25 mai. <https://www.cbc.ca/news/business/coronavirus-economic-change-1.5581084> (consulté le 23 juin 2020).

RABSON, Mia. 2020. "Stop kicking us while we're down': Alberta premier has harsh words for politicians who say oil industry is dead". *CTV News*, 7 mai. <https://calgary.ctvnews.ca/stop-kicking-us-while-we-re-down-alberta-premier-has-harsh-words-for-politicians-who-say-oil-industry-is-dead-1.4929373> (consulté le 22 juin 2020).

STONE Laura et GRAY, Jeff. 2020. "Doug Ford, François Legault say \$14-billion COVID-19 funding for provinces may fall short" *The Globe and Mail*, 5 juin. <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-doug-ford-francois-legault-say-14-billion-covid-19-funding-for/> (consulté le 22 juin 2020).

TUMILTY, Ryan. 2020. "Canada's early cases came from the U.S.". *National Post*, 30 avril. <https://nationalpost.com/news/politics/canadas-early-covid-19-cases-came-from-the-u-s-not-china-provincial-data-shows> (consulté le 22 juin 2020).

VARCOE, Chris. 2020. "Well cleanup program wins for the oilpatch and the environment". *Edmonton Journal*, 16 juin, p. A4.

WELLS, Paul. 2020. "How Hajdu confronted a global pandemic, and what she thinks will happen next". *Maclean's*, 11 juin.

FRÉDÉRIC BOILY

<https://www.macleans.ca/politics/ottawa/how-patty-hajdu-confronted-a-global-pandemic-and-what-she-thinks-will-happen-next/> (consulté le 24 juin 2020).

WEEKS, Carly. 2020. "Canadian health officials urge travellers from Hubei to voluntarily quarantine themselves for 14 days". *The Globe and Mail*, 6 février. <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-canadian-health-officials-urge-visitors-from-hubei-to-voluntarily/> (consulté le 22 juin 2020).

YAKABUSKI [a] Konrad. 2020. "François Legault provides a master class in crisis management". *The Globe and Mail*, 25 mars. <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-francois-legault-provides-a-master-class-in-crisis-management/> (consulté le 22 juin 2020).

YAKABUSKI [b], Konrad. 2020. « Vive le pétrole! ». *Le Devoir*, 9 mai. <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/578606/canada-vive-le-petrole> (consulté le 22 juin 2020).